

CARTE BLANCHE

Logement social VS logement abordable

Écrit par Marco Hoffmann (Caritas Luxembourg)

Publié Le 05.12.2019 • Édité Le 05.12.2019



Marco Hoffmann: «En toute logique, l'État doit prêter main-forte à ces ménages exclus du marché du logement libre en poursuivant et en intensifiant une politique du logement axée sur le logement abordable.» (Photo: Maison Moderne)

Plus que d'un logement social, au moins un cinquième de la population a besoin d'un logement dit «abordable», souligne Marco Hoffmann de Caritas Luxembourg. Un enjeu qui se joue sur plusieurs fronts, dont celui des communes et du «bailleur social».

C'est une estimation prudente qui ne prend pas en compte les tranches inférieures de la couche moyenne (en termes de revenus) de la population, car celles-ci ont certainement aussi des difficultés à supporter le coût du logement. Soulignons aussi qu'un autre indicateur, le risque de pauvreté et d'exclusion «Europe 2020», porte le taux à 21,9%. Retenons donc qu'au moins un cinquième de la population a besoin de logements abordables.

En toute logique, l'État doit prêter main-forte à ces ménages exclus du marché du logement libre en poursuivant et en intensifiant une politique du logement axée sur le logement abordable. Lors de la présentation du Pacte logement 2.0, le ministre du Logement Henri Kox (Déi Gréng) s'est heureusement engagé dans cette direction.

Un nouvel acteur: le bailleur social

Le projet de loi du Pacte logement 2.0 n'étant pas encore public, il faut recourir aux explications du ministre et du ministère dans la presse et sur les sites internet ad hoc. Le document le plus élaboré³ détaille, à première vue, un concept cohérent d'attribution d'aides étatiques après élaboration d'un plan d'action local «logement» propre à chaque commune.

À ce stade, le Pacte ne contient pas d'objectif chiffré concernant le nombre de logements abordables à créer obligatoirement. Or, sur base de l'analyse précédente, il faudrait que toutes les communes visent à créer du logement abordable à hauteur d'au moins 20% de leur population résidente dans un délai raisonnable. C'est aussi une question d'équité entre les communes.

Selon le Pacte 2.0, ces logements doivent rester la propriété de la commune ou de l'État. C'est ainsi que les pouvoirs publics se portent dorénavant garants de la création et du maintien d'un parc de logements abordables à travers le pays. Le problème de la gestion de ce parc est ainsi posé. Afin de le résoudre, le ministère entend créer un nouvel acteur: le bailleur social.

L'EFFRITEMENT DU LIEN SOCIAL OBLIGE À SE SOUCIER PREVENTIVEMENT DE LA VIE COMMUNE DANS LES RESIDENCES ET QUARTIERS

Marco Hoffmann, Caritas Luxembourg